

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Nigéria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 31 mars 2025

Nous rappelons à notre très cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers [sa page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE À RETENIR

22,4%

C'est le taux d'inflation au Ghana en glissement annuel en mars 2025, après 23,1% en février

ÉVÈNEMENT À VENIR

Inscrivez-vous au Nigerian Business Forum organisé par Business France à Paris le 10 avril 2025 !

Nigéria :

L'indice de confiance des investisseurs (PMI) est en expansion pour le quatrième mois consécutif au Nigéria ; La CBN a enregistré son plus haut niveau de réserves nettes de change en trois ans ; Le Président Tinubu en visite de travail en France pour deux semaines ; La Banque mondiale valide un prêt concessionnel de 1 Md USD ; Le FMI souligne la priorité pour le Nigéria de procéder à des

transferts de liquidités à destination des plus vulnérables ; La NNPC nomme un nouveau PDG, Bashir Ojulari ; La BAD et le gouvernement fédéral du Nigéria lancent la première phase des Zones spéciales de transformation agro-industrielle ; Le Nigéria supprime les droits de douane et la TVA sur les matières premières pharmaceutiques pendant deux ans ; Les cryptomonnaies désormais encadrées par la SEC comme actifs financiers.

Ghana :

La Banque du Ghana augmente de 100 points de base son taux directeur, le portant à 28% ; Le Parlement a officiellement approuvé le Budget 2025 pour le Ghana ; Le Centre de Promotion des Investissements du Ghana (GIPC) déploie un service premium 24h/24 pour accélérer l'enregistrement des investissements.

Nigéria

L'indice de confiance des investisseurs (PMI) est en expansion pour le quatrième mois consécutif au Nigéria

[Les derniers résultats mensuels de l'enquête Purchasing Managers' Index \(PMI\) menée par la banque Stanbic IBTC](#) indiquent une nouvelle expansion de l'activité économique en mars avec un score de 54,3, après 53,7 en février. Il s'agit des deux indices enregistrés les plus élevés depuis janvier 2024. Un score supérieur à 50 indique une expansion économique par rapport à la période précédente.

L'étude met en lumière l'amélioration de la conjoncture économique et la résilience du secteur privé. Les résultats indiquent une expansion de l'activité en matière de nouvelles commandes, de production et d'emploi, facilitée par l'apaisement des tensions inflationnistes. L'enquête a notamment enregistré la plus faible augmentation des prix d'achat pour les entreprises depuis mars 2023.

La CBN a enregistré son plus haut niveau de réserves nettes de change en trois ans

[La Banque centrale du Nigéria \(CBN\) a communiqué sur le niveau de ses réserves nettes de change](#). La CBN a enregistré fin 2024 une amélioration significative de ses réserves nettes atteignant 23,1 Md USD. Celles-ci s'élevaient à 4,0 Md USD fin 2023, 8,2 Md USD fin 2022 et 14,6 Md USD fin 2021.

Les réserves nettes correspondent aux réserves de change de la banque centrale ajustées des engagements à court terme tels que les swaps de change ou les contrats à terme. Le niveau de réserves

représente un tampon pour faire face à de potentiels chocs économiques.

Le niveau des réserves de changes brutes s'est lui aussi considérablement amélioré, avec un pic atteint début janvier de 40,9 Md USD, lorsqu'elles représentaient 32,1 Md USD en avril 2024. Le niveau des réserves brutes s'est stabilisé depuis début mars 2025 autour de 38,3 Md USD.

Selon la CBN et son gouverneur Yemi Cardoso, cette consolidation est le résultat des efforts de la banque centrale pour réduire ses engagements de change à court terme, de l'amélioration récente des entrées de devises en particulier provenant de sources non pétrolières, ou encore des actions politiques mises en œuvre pour renforcer la confiance dans le marché des changes.

La CBN s'attend à renforcer davantage ses réserves, en misant sur l'amélioration des niveaux de production pétrolière mais également sur la diversification des entrées en devises, permise par un environnement plus favorable à la croissance et aux exportations non pétrolières.

Le Président Tinubu en visite de travail en France pour deux semaines

[Le Président nigérian Bola Tinubu est en visite de travail à Paris pour une durée de deux semaines.](#) À mi-parcours de son mandat, c'est l'occasion d'évaluer les résultats de son administration, d'examiner l'avancement des réformes en cours et de dresser une feuille de route stratégique pour les deux prochaines années.

La Banque mondiale valide un prêt concessionnel de 1 Md USD

[La Banque mondiale a approuvé une ligne de crédit d'1,08 Md USD de financement concessionnel supplémentaire au Nigéria.](#) Ces financements se décomposent en trois opérations distinctes, dont 500 M USD pour le programme d'Action communautaire pour la résilience et la stimulation économique (NG-CARES), 500 M USD pour le programme Espoir d'une éducation de qualité pour tous (HOPE-EDU) et 80 M USD pour le programme Accélérer les résultats de nutrition au Nigéria (ANRIN).

Le programme NG-CARES est destiné à soutenir les populations les plus pauvres et vulnérables, en matière de sécurité alimentaire, d'agriculture ou encore en offrant des solutions de financement aux micro-entreprises. Cela permet notamment d'apporter un soutien face aux chocs économiques résultant des réformes du retrait des subventions au carburant et de l'unification du taux de change.

HOPE-EDU est un programme de soutien à l'éducation primaire, tandis que le programme ANRIN est conçu pour lutter contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire, en mettant l'accent sur la santé maternelle et infantile.

Depuis l'élection de Bola Tinubu en 2023, la Banque mondiale a approuvé près de 8 Md USD de prêts concessionnels au Nigéria dans le cadre de ses projets de développement.

Le FMI souligne la priorité pour le Nigéria de procéder à des transferts de liquidités à destination des plus vulnérables

[Dans le cadre d'une conférence de presse donnée par Julie Kozack, directrice communications, le Fonds monétaire international \(FMI\) a appelé le Nigéria à avancer sur les transferts financiers pour soutenir les populations vulnérables.](#)

Le FMI a souligné les efforts du Nigéria en faveur de la croissance et de la stabilité économique et a indiqué qu'ils devaient être accompagnés de transferts monétaires à destination des ménages les plus pauvres. Julie Kozack a également évoqué l'importance pour le Nigéria de disposer davantage de ressources budgétaires, en améliorant la mobilisation fiscale.

Le FMI s'apprête à visiter le Nigéria courant avril dans le cadre de sa mission de préparation de la consultation 2025 au titre de l'article IV.

La NNPC nomme un nouveau PDG, Bashir Ojulari

[Bashir Bayo Ojulari, ingénieur chevronné avec plus de 30 ans d'expérience dans le secteur pétrolier, a été nommé PDG de la Nigerian National Petroleum Company \(NNPC\) par le Président Tinubu.](#) Ancien directeur général de Shell Nigeria Exploration and Production Company, il est reconnu pour son expertise en gestion de projets offshore et en stratégies énergétiques.

À la tête de la NNPC, il devra faire face à plusieurs défis. D'abord, il devra stabiliser la production pétrolière du Nigéria, confrontée à des problèmes de vol de pétrole, de sabotage d'infrastructures et d'investissements massifs des acteurs du secteur qui se font encore attendre. L'optimisation ou la remise en marche des raffineries publiques nationales sera aussi un enjeu clé de son mandat. De plus, Ojulari devra gérer les réformes visant à attirer davantage d'investissements étrangers dans le secteur, en trouvant un équilibre entre les enjeux politiques et économiques du secteur.

Sa nomination intervient à un moment critique, où le Nigéria cherche à maximiser ses revenus pétroliers et souhaite porter sa production à 2,1 millions bpj, contre 1,46 million bpj en février 2025.

La BAD et le gouvernement fédéral du Nigéria lancent la première phase des Zones spéciales de transformation agro-industrielle

[La Banque africaine de développement \(BAD\) et le gouvernement nigérian ont officiellement lancé la première phase des Zones spéciales de transformation agro-industrielle \(SAPZ\).](#) Ce programme vise à moderniser l'agriculture en développant des pôles agro-industriels intégrés, dotés d'infrastructures modernes pour la production, le stockage et la transformation des produits agricoles. Financé à hauteur de 538 M USD par la BAD, la Banque islamique de développement et d'autres partenaires, il couvrira sept États et le Territoire de la capitale fédérale.

L'objectif principal est d'accroître la productivité agricole, de réduire la dépendance aux importations alimentaires et de stimuler l'emploi, notamment pour les jeunes et les femmes. Le programme mise sur l'implication du secteur privé pour assurer la durabilité des investissements. Le président de la BAD, Akinwumi Adesina, a souligné que ce projet pourrait transformer le Nigéria en un hub agro-industriel majeur.

Le Nigéria supprime les droits de douane et la TVA sur les matières premières pharmaceutiques pendant deux ans

Le Service des douanes du Nigéria (NCS) a annoncé [une exonération de droits de douane et de TVA pendant deux ans pour les matières premières critiques](#) utilisées dans la fabrication de produits pharmaceutiques. Cette mesure, issue d'un décret présidentiel, a été approuvée par le Président Bola Tinubu via le ministre des Finances, Wale Edun.

L'exemption couvre les principes actifs pharmaceutiques, les excipients, les réactifs, les kits de diagnostic rapide, les moustiquaires imprégnées à longue durée et les matériaux d'emballage.

Elle vise à renforcer la production locale de médicaments, réduire les coûts des produits médicaux, et encourager les investissements dans le secteur de la santé. Seuls les fabricants reconnus par le ministère fédéral de la Santé et disposant d'un numéro d'identification fiscale valide pourront bénéficier de cette mesure. Pour garantir la transparence, le NCS publiera des rapports trimestriels détaillant les importations réalisées dans ce cadre (quantités, valeurs, importateurs).

Les cryptomonnaies désormais encadrées par la SEC comme actifs financiers

Le Président nigérian Bola Tinubu a promulgué la loi sur les investissements et les valeurs mobilières de 2025, qui établit un cadre légal pour les cryptomonnaies, désormais [reconnues comme des actifs financiers supervisés par la Securities and Exchange Commission \(SEC\)](#). Cette réforme abroge la loi de 2007 et confère à la SEC un rôle central dans la régulation du marché crypto.

Les plateformes d'échange et prestataires de services en cryptomonnaies devront désormais se conformer à des exigences strictes en matière d'enregistrement, de transparence et de lutte contre le blanchiment d'argent. L'objectif est de renforcer la protection des investisseurs, limiter les risques de fraude, et attirer les investissements dans les technologies blockchain.

Le Nigéria, qui possède l'un des taux les plus élevés de détention de portefeuilles crypto au monde, ambitionne ainsi de devenir un hub régional dans ce domaine. La nouvelle loi étend aussi la définition des valeurs mobilières à d'autres produits financiers, renforçant globalement le cadre juridique du marché des capitaux.

La Banque du Ghana augmente de 100 points de base son taux directeur, le portant à 28%

[Le Comité de Politique Monétaire de la Banque du Ghana \(BoG\) a relevé son taux directeur de 100 points de base, le portant à 28%, afin de lutter contre l'inflation persistante et ancrer le processus de désinflation.](#) Le nouveau gouverneur de la BoG, Dr Johnson Asiama, indique que l'inflation totale (23,1% en février 2025), bien qu'en baisse, reste une source d'inquiétude. Celle-ci est bien au-dessus des objectifs du FMI pour fin 2025 (11,9%), notamment avec une inflation alimentaire particulièrement élevée (28,1% en février 2025). La Banque indique que la restauration de la stabilité des prix nécessitera une politique monétaire stricte, une gestion rigoureuse de la liquidité et un engagement envers le budget 2025, qui vise à relancer le processus de consolidation budgétaire.

En complément, la Banque prévoit i) l'introduction d'un instrument financier de 273 jours pour renforcer la gestion de la liquidité, ii) d'intensifier la surveillance des positions ouvertes nettes (NOP) des banques pour assurer la conformité et iii) de revoir les ratios de réserve de trésorerie (CRR) afin d'évaluer son impact sur les conditions de liquidité et l'intermédiation financière dans l'économie.

Le Comité évaluera l'opportunité d'un assouplissement graduelle de la politique monétaire une fois l'inflation fermement maîtrisée.

Le Parlement a officiellement approuvé le Budget 2025 pour le Ghana

[Le Parlement a approuvé le projet de loi de finances pour 2025, le premier budget du gouvernement Mahama, sous le thème « Réinitialiser l'économie pour le Ghana que nous voulons », avant la 4ème revue du programme FMI planifiée en ce début avril.](#) Le ministre des Finances a annoncé une « thérapie de choc » pour redresser l'économie, essayant de trouver un équilibre entre la réduction des dépenses pour stabiliser l'économie et l'investissement dans des domaines essentiels tels que l'éducation, l'agribusiness, les infrastructures et la protection sociale, sous le programme phare du gouvernement "24H Economy".

Le budget total approuvé pour l'année fiscale 2025 est établi à 291 Md GHS (18,75 Md USD). Le total des recettes et des subventions est projeté à 224 Md GHS (14,4 Md USD), soit 17,2% du PIB (après 17,4% du PIB en 2024), notamment grâce à un meilleur recouvrement fiscal. Les dépenses engagées du gouvernement pour 2025 sont programmées à 269 Md GHS (17,3 Md USD), correspondant à 20,7% du PIB, soit 10,4 Md GHS de moins qu'en 2024 avec 23,7% du PIB. Cette baisse des dépenses est attribuée en partie à la baisse des dépenses primaires, estimées à 14,6% du PIB, après 19,8% en 2024.

Cette maîtrise budgétaire devrait permettre de ramener le déficit budgétaire (base trésorerie) à 4,1% du PIB (3,9% en 2024) et d'enregistrer un excédent primaire à 0,5% du PIB (déficit de 1,2% en

2024). Ce déficit de trésorerie sera financé à la fois par des ressources externes (FMI, Banque mondiale) et nationales (émissions de bon du Trésor).

Le Centre de Promotion des Investissements du Ghana (GIPC) déploie un service premium 24h/24 pour accélérer l'enregistrement des investissements

[Le GIPC, porte d'entrée unique pour les investisseurs étrangers au Ghana, a lancé un service premium fonctionnant 24 heures sur 24 pour accélérer l'enregistrement et l'approbation des investissements.](#)

Le directeur général du GIPC, Simon Madjie, a souligné que cette initiative s'inscrit dans la stratégie gouvernementale visant à instaurer une économie en continue (24H Economy), c'est-à-dire à créer un environnement commercial dynamique, à attirer les investissements et à favoriser une croissance économique soutenue. Ce service concerne notamment l'enregistrement des investisseurs, le renouvellement des certificats, ainsi que l'attribution de quotas de main d'œuvre étrangère.

Il a rappelé que cette initiative appuie l'engagement du GIPC en faveur du protocole sur l'investissement de la Zone de Libre échange du continent Africain (ZLECAf), qui met l'accent sur la facilitation des visas et des permis pour les travailleurs étrangers désignés par les investisseurs, ainsi que sur la rationalisation des procédures d'administration des investissements.

En 2023, le stock des Investissements Directs Etrangers (IDE) français au Ghana s'élevait à 2,5 Md USD.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja
tom.giudice@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : tom.giudice@dgtresor.gouv.fr